

- 1 Identifiez les politiques structurelles évoquées dans les différents documents. Justifiez votre réponse.
- 2 Indiquez celles qui relèvent de la politique de l'offre ou de la politique de la demande.
- 3 Exposez les conséquences d'une hausse du cours du pétrole pour l'État.
- 4 Montrez que les politiques structurelles influencent l'activité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.
- 5 Expliquez, en vous aidant de la phrase soulignée dans le document 2, les liens entre politiques structurelles et conjoncturelles.

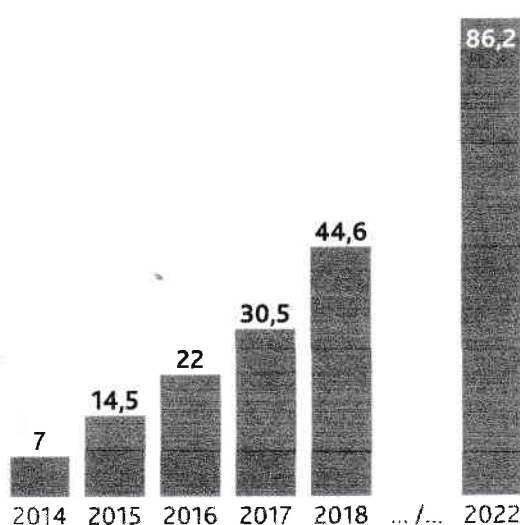
☞ Fiche méthode 1, Comprendre les consignes (la taxonomie de Bloom), p. 217

☞ Fiche méthode 2, Lire des données (graphique et tableau), p. 218

Des taxes pour lutter contre la pollution

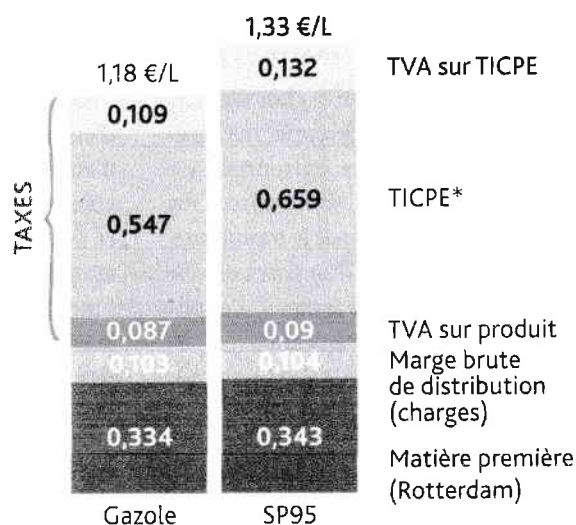
Une forte contribution climat énergie

En euros par tonne de CO₂



* Taxe intérieure de consommation des produits énergétiques

Le poids des taxes sur le prix des carburants au 21 juillet 2017



Les Échos / source : UFIP.

La fiscalité écologique pourrait créer des surprises

Bien des signes laissent à penser qu'on est peut-être à la fin du cycle baissier entamé en 2014. Pétrole, carburant, énergies fossiles bon marché mais polluantes et promises à des relèvements de taxations. Et voilà qui pourrait compliquer quelque peu l'équation fiscale du gouvernement : jusqu'où donc la fiscalité écologique va-t-elle grimper ? Car elle va de toute façon s'alourdir [...] avec la hausse de la taxe carbone sur les 5 prochaines années, laquelle devrait rapporter au moins quelque 3,5 milliards et demi de recettes à l'État cette année. [...] À la fin du quinquennat, on pourrait dépasser les 14 milliards d'euros sur l'année. [...] Mais ce n'est pas tout. Comme il est prévu de rapprocher davantage la fiscalité du gazole sur l'essence, c'est au relèvement d'une taxe sensible qu'il faut s'attendre : la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques de 2,6 centimes par an.

Une forme d'imposition qui, certes, ne fera pas de bruit... Indolore peut-être mais pesante sur les ménages qui en supporteraient le coût le plus fort, les entreprises supportant le reste, à raison de 40 %. [...] Ce serait de l'ordre de 79 euros par personne en 2018. Plus de 300 à l'horizon 2022. [...] Une moyenne qui masque bien des disparités. Selon le moyen de locomotion et de chauffage, [...] l'impact ne serait pas le même. Il pourrait bondir à plus de 500 euros l'année [...]. [Le gouvernement] a prévu des compensations. [...] Sauf que ces contreparties seront accordées sous condition de ressources, c'est le cas du chèque énergie qui vient d'être mis en circulation. [...] Mais de la sorte, la fiscalité écologique accumulée pourrait faire rentrer dans les caisses de l'État jusqu'à 45 milliards d'euros en cinq ans.

Jean-Marc Chardon, FranceCulture.fr, 16 janvier 2018.

L'aménagement du Grand Paris

Durant les quinze prochaines années, le Grand Paris va changer le visage d'une bonne partie de l'Île-de-France. Cet immense projet d'aménagement urbain est censé garantir la place de Paris dans la concurrence internationale entre grandes métropoles. Il va se structurer autour d'un nouveau réseau de transports en commun, le « Grand Paris Express ». [...] Ce réseau va entraîner la construction de 68 nouvelles gares au-delà du périphérique parisien, et la création de 200 kilomètres de voies ferrées supplémentaires. [...] Et le Grand Paris est censé créer entre 100 000 et 200 000 emplois en plus de la croissance naturelle de l'emploi en Île-de-France. [...] Les géants du bâtiment et des travaux publics se tailleront à coup sûr la part du lion, même si la SGP [Société du Grand Paris] impose que, dans les marchés qu'elle passe, « une part d'au moins 20 % des travaux soit exécutée par des PME ». [...] Le Grand Paris va-t-il aussi contribuer à réduire les formidables inégalités territoriales qui divisent l'Île-de-France ? Elle est en effet la région la plus inégalitaire de la métropole : « le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 10 % de ménages les plus aisés est cinq fois supérieur à celui au-dessous duquel se trouvent les 10 % les plus modestes. [...] Le chômage atteint par exemple 12,8 % en Seine-Saint-Denis, contre 7,6 % dans les Hauts-de-Seine. [...] »

Mathias Thépot, www.alternatives-economiques.fr, 9 juin 2017.

D'autres mesures pour changer les structures de la France

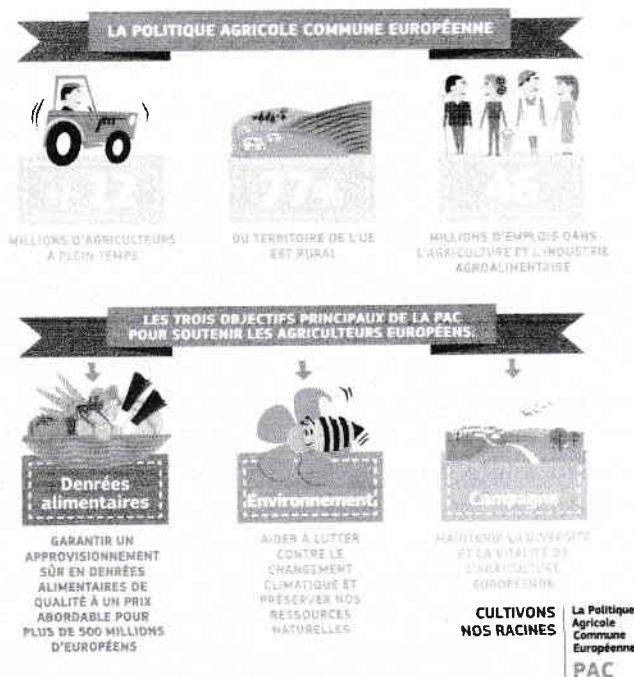
Pour lutter « efficacement » contre le chômage des jeunes, le gouvernement veut « développer massivement » l'offre d'apprentissage des entreprises en direction des moins de 25 ans. « Notre objectif est de changer l'image de l'apprentissage et de le transformer en profondeur, de changer d'échelle et d'en faire une voie d'excellence et de réussite pour tous les jeunes », a expliqué la ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

Valérie Mazuir, *Les Échos*.fr, 9 avril 2018.

Emmanuel Macron a annoncé le déblocage de 1,5 milliard d'euros sur le quinquennat. [...] Une enveloppe de 100 millions d'euros cette année et de 70 millions les suivantes sera consacrée à l'amorçage de start-up dans l'intelligence artificielle et la *deep tech* (technologies de rupture). Parmi les secteurs au plus fort potentiel, selon le président, et dans lesquels l'intelligence artificielle permettra, selon lui, de redonner à la France une place de leader, figurent la santé et l'automobile – une stratégie française sur le véhicule autonome devant être rendue publique. [...]

Vincent Fagot et Sandrine Cassini, *Le Monde*.fr, 29 mars 2018.

La politique agricole commune européenne



Commission européenne.